

Pourquoi lancer un avis de recherche sur la gouvernementalité socialiste ?



**TEXTE DE PRESENTATION
par Isabelle Bruno & Arnault Skornicki**

<i>Au-delà du néolibéralisme... et au-delà de Foucault ?</i>	1
<i>Retour sur un curieux concept : la gouvernementalité</i>	2
<i>Une gouvernementalité socialiste est-elle possible ? Quelques pistes</i>	4

Ces quelques pages sont destinées à préciser le cadre conceptuel que nous proposons dans ce séminaire, par ailleurs informel et extra-académique. Elles complètent ainsi la simple annonce diffusée sur Internet. Elles peuvent aussi rappeler utilement les perspectives de Foucault sur la gouvernementalité, à partir desquelles on entend interroger la possibilité d'une *politique du socialisme*, d'hier à aujourd'hui. C'est dire, de surcroît, si cet « avis de recherche » n'entend pas être un commentaire de Foucault entre amateurs de Foucault, mais prendre l'enquête menée par ce dernier comme point de départ vers de nouveaux chemins.

Au-delà du néolibéralisme... et au-delà de Foucault ?

Tout au long de cette décennie, et plus particulièrement dans le prolongement de la publication en 2004 des cours 1977-1978 et 1978-1979 de Michel Foucault¹ au Collège de France, de nombreuses recherches et publications ont été consacrées à la gouvernementalité néolibérale². Parallèlement, de nombreux travaux en sociologie économique notamment, mais aussi en science politique, en anthropologie et en histoire, ont examiné la circulation des savoirs et des pratiques du management, hors de l'entreprise industrielle, dans l'administration publique. Une littérature aujourd'hui abondante sur la « réforme de l'État » et la « nouvelle gestion publique » offre diverses études de cas et descriptions situées sur les manifestations d'une technologie de gouvernement qualifiée tantôt de néolibérale, tantôt de (néo)managériale ou gestionnaire. Sans trancher cette querelle des étiquettes, on attirera l'attention sur l'ombre que cette technologie dominante jette sur toute autre forme de gouvernementalité. Notre intention ici n'est pas de revisiter le lieu commun de la chute

¹ *Sécurité territoire population*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004 ; *Naissance de la biopolitique*, Paris Seuil/Gallimard, 2004 ; dorénavant et respectivement notés STP et NB.

² Citons entre autres le numéro « Néolibéralisme et responsabilité » de *Raisons pratiques* (n°28, 2007), l'ouvrage de François DENORD, *Néo-libéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique* (Demopolis, 2007) ou celui de Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale* (La Découverte, 2009).

**Avis de recherche : La gouvernementalité socialiste
(Cycle de soirées-débats au Lieu-Dit)**

du mur, de la fin des idéologies ou de l'histoire, du tournant néolibéral et du slogan thatcherien *There si no alternative* (TINA) en lui opposant qu'une « troisième voie » ou qu'« un autre monde » est possible. Elle est d'interroger les conditions même de cette possibilité : une autre façon de gouverner est-elle pensable et praticable, à la façon des contre-conduites évoquées par Michel Foucault ?

L'objet de ce séminaire extra-académique est d'interroger le cas de la gouvernementalité socialiste, très rarement traité en tant que telle. À l'instar du dualisme droite/gauche, elle serait l'option antagoniste de la gouvernementalité néolibérale. Or l'idée même d'une gouvernementalité socialiste n'a rien d'évident. C'est ce que souligne M. Foucault en considérant le rapport du socialisme allemand à la gouvernementalité néolibérale. Si l'on peut selon lui rattacher au socialisme une rationalité historique, une rationalité économique, même une rationalité administrative (à travers ses techniques d'intervention dans les domaines de la santé, des assurances sociales, etc.), il lui manque « une rationalité gouvernementale, c'est-à-dire une mesure raisonnable et calculable de l'étendue des modalités et des objectifs de l'action gouvernementale ». D'où la thèse, quelque peu provocatrice à l'époque, « qu'il n'y a pas de gouvernementalité socialiste autonome ». D'après Foucault, l'histoire a montré que le socialisme « ne peut être mis en œuvre que branché sur des types de gouvernementalité divers ». Aussi n'est-il « pas l'alternative au libéralisme. Ils ne sont pas de même niveau, même s'il y a des niveaux où ils se heurtent, où ça ne marche pas bien ensemble. D'où leur possibilité de symbiose malheureuse ». Et de conclure qu'en l'absence d'un art socialiste de gouverner, il « faut l'inventer » (NB, p. 93-95).

Le socialisme se serait historiquement articulé autour d'une problématique de l'État sans se doter de ce qui fait l'essentiel de la politique moderne et – *a contrario* – la grande force du libéralisme : un art de gouverner autonome, un savoir pratique pour conduire les hommes et se conduire soi-même. Le même postulat se retrouve dans l'opposition routinière entre socialismes scientifique d'une part, et utopique de l'autre. Cette représentation n'a pas eu pour seule conséquence de reléguer le socialisme « pré-marxiste » au rang de précurseur naïf et dépassé. Elle suggère également que le socialisme, marxiste ou pas, est passé à côté de la spécificité du politique, soit qu'il réduise ce dernier à un idéal impraticable soit qu'il le reconduise à une administration rationnelle (et potentiellement policière) de la production.

Retour sur un curieux concept : la « gouvernementalité »

Que signifie « ce vilain mot de “gouvernementalité” » (STP, p. 120) ? L'usage de ce néologisme permet à Foucault d'éviter le terme de gouvernement, dont le sens actuel dissimule la profondeur historique qu'il recèle. Foucault entend en effet rompre avec deux prénotions à son propos : le gouvernement serait substantiellement attaché à la politique et à l'État (or il avait un sens moral et domestique au Moyen Âge : bien se conduire, bien administrer son domaine) ; il désignerait essentiellement la tête du pouvoir exécutif, voire l'équipe ministérielle (or le « gouvernement » avait un sens bien plus étendu). Foucault propose de renverser les perspectives et de partir des pratiques de gouvernement pour comprendre l'État, plutôt que l'inverse. L'État n'a pas d'essence et n'est guère qu'un « effet mobile d'un régime de gouvernementalités

**Avis de recherche : La gouvernementalité socialiste
(Cycle de soirées-débats au Lieu-Dit)**

multiples » (NB, p. 79). Ce point de vue extra-étatique sur l'État permet de se déprendre du point de vue officiel de l'institution pour faire droit à la pluralité mouvante des pratiques, discours et savoirs constitutifs de ces « arts de gouverner », qu'on trouvera autant dans la famille et la cité, que dans l'atelier, la caserne, l'école ou l'hôpital³.

La difficulté du concept tient à son caractère mouvant, voire ambigu, dans l'œuvre de Foucault. La gouvernementalité désigne ainsi à la fois un point de vue et un objet. « Catégorie générique d'analyse de la politique et du pouvoir »⁴, elle permet d'approcher la politique et l'État hors du point de vue juridico-politique qui est le sien, « hors de l'institution pour lui substituer le point de vue global de la technologie du pouvoir » (STP, 121). Gouverner ne signifie pas tellement régner, commander, donner loi, ni simplement se faire obéir. Gouverner consiste à conduire les conduites, c'est-à-dire agir sur des actions, façonner ou orienter des activités humaines par des techniques destinées à conformer les individus et les groupes à certaines normes. Or « conduire des conduites » n'équivaut pas à une relation d'esclavage fondée sur la seule violence ou coercition physique ; car gouverner, c'est s'exposer au risque de réponse, à la possibilité de réaction – réticente, déviante ou imprévisible – et, en ce sens, à la nécessité d'anticiper et de former des stratégies réfléchies et calculées pour agir efficacement sur des êtres qui parlent et qui agissent autant que ceux qui prétendent les gouverner⁵. La gouvernementalité est donc une rationalité stratégique. En ce sens, toute conduite des conduites implique la possibilité de résistances, voire de « contre-conduites » à part entière (la Réforme protestante, le mouvement ouvrier, la dissidence en Union soviétique): « Gouverner, en ce sens, c'est structurer le champ d'action éventuel des autres. [...] le pouvoir ne s'exerce que sur des "sujets libres"⁶ ».

Mais la gouvernementalité désigne aussi un type historiquement déterminé de pouvoir, qui s'est développé du XVI^e au XVIII^e siècles : un ensemble d'institutions, procédures, analyses et réflexions, une ligne de force qui contribua à la formation des États territoriaux modernes par l'extension de l'art de gouverner (comme le pouvoir pastoral) au dispositif de souveraineté. Au sortir de la Renaissance, la monarchie administrative, au-delà des attributs traditionnels de la souveraineté (armée, justice et finance), prit en charge un « personnage politique absolument nouveau » : la population, ce qui marque aussi le début de la biopolitique. Il s'agit moins de soumettre des sujets à la loi du souverain, que de réguler ce grand corps vivant composé qu'est la population, avec ses flux, sa croissance, sa natalité et sa moralité, sa productivité, etc. C'est le souci de la population qui permet le déblocage des « arts de gouverner » et d'aller au-delà d'une conduite des âmes ou de la famille, pour se connecter à la politique et à l'État. En favorisant la croissance de ses forces, sa santé,

³ « En somme, le point de vue pris dans toutes ces études consistait à dégager les relations de pouvoir par rapport à l'institution, pour les analyser [sous l'angle] des technologies, les dégager aussi par rapport à leur fonction, pour les reprendre dans une analyse stratégique, de les déprendre par rapport au privilège de l'objet pour essayer de les replacer du point de vue de la constitution des champs, domaines et objets de savoir » (STP, p. 122).

⁴ Laurent JEANPIERRE, « Une sociologie foucauldienne du néolibéralisme est-elle possible? », *Sociologie et Sociétés* 38:2 (2006), p. 91.

⁵ Michel FOUCAULT, « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », dans H. Dreyfus et P. Rabinow, Michel Foucault, un parcours philosophique, Paris, Folio, 1992 (1982), p. 312-314.

⁶ *Ibid.*, p. 314.

**Avis de recherche : La gouvernementalité socialiste
(Cycle de soirées-débats au Lieu-Dit)**

son nombre et sa productivité, on met la population au service de l'État et de sa puissance. C'est l'heure du mercantilisme, des sciences camérales et de la « police », c'est-à-dire de l'administration pointilleuse au quotidien de la population, de la surveillance nécessaire pour garantir son approvisionnement et sa subsistance.

Foucault fait voir dès lors un vaste mouvement de transformation endogène de la gouvernementalité moderne qui va de l'ancienne notion de « raison d'État » au libéralisme. La gouvernementalité prend ainsi un nouveau tournant avec les Lumières, et « pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument essentiel les dispositifs de sécurité » (STP, p. 111-112). Elle peut dès lors se rattacher ultimement à cette rationalité politique particulière que constitue le libéralisme. Celui-ci veut moins le gouvernement pour la liberté, que la liberté pour gouverner – gouverner, en l'occurrence, au meilleur marché. La liberté (de commerce, d'échange, des prix, de circuler) doit être ici considérée moins comme une fin universellement désirable que comme une technologie de pouvoir visant la régulation vitale des populations, ce qui n'exclut pas d'autres technologies concurrentes et antérieures, bien plus coercitives, comme la discipline et la police. Alors que le souverain légifère et proscriit (pour des sujets porteurs de droits), que la discipline régleme et prescrit (pour des corps vivants), la liberté incite, stimule et canalise (une population). Le libéralisme entend « laisser faire » les agents économiques, pour porter la production au niveau le plus haut compatible avec la sûreté de la société. *Pas trop gouverner*, en ce sens, ne signifie pas *ne pas gouverner du tout*, ou verser dans une forme d'anarcho-capitalisme. Car c'est l'État et la politique eux-mêmes qui produisent de la liberté là où il n'y en avait pas avant, qui institutionnalisent le marché là où il n'existait pas : ainsi le travail, la terre et l'argent, comme le montre Karl Polanyi dans *La grande transformation*.

L'ambiguïté du concept tient à l'inflexion nouvelle qu'apportent les recherches ultérieures de Foucault depuis *Surveiller et punir* (axé sur l'idée de discipline). Autant le pouvoir désigne la nature relationnelle, réticulaire et microphysique de la domination en général. Autant la gouvernementalité apparaît comme la forme moderne du pouvoir à partir de laquelle l'État s'est constitué : une extension et une prolifération inédites des arts de gouverner, une pratique calculée et réfléchie du pouvoir, ordonnée soit au principe de souveraineté (discipline), soit au principe libéral d'économie maximale (comme le « gouvernement économique » des physiocrates). Foucault tend même à faire de ce dernier – à savoir le libéralisme et l'économie politique – *la* gouvernementalité par excellence, la conduite des conduites qui se démarque le plus de la souveraineté et de la discipline. Il s'agit à ce titre d'une authentique innovation (néo)libérale.

Une gouvernementalité socialiste est-elle possible ? Quelques pistes

Avec le néolibéralisme au XX^e siècle, la tradition libérale prouverait encore une fois sa capacité à renouveler ses arts de gouverner. Le socialisme, lui, resterait prisonnier des arts de gouverner antérieurs, en serait toujours tributaire. Il n'aurait pas de politique bien à lui, et serait branché sur deux grands pôles de rationalité gouvernementale qui lui sont extérieurs : libérale (c'est l'ordolibéralisme allemand) et

**Avis de recherche : La gouvernementalité socialiste
(Cycle de soirées-débats au Lieu-Dit)**

policière/administrative (c'est la bureaucratie soviétique). Le « socialisme » aurait une rationalité historique (les contradictions du capitalisme finiront par accoucher d'une société nouvelle) ; une rationalité économique (la planification des moyens de production socialisés) ; une rationalité administrative (intervention disciplinaire dans la vie sociale) ; mais, au fond, pas de politique propre, pas d'art de gouverner.

Il s'agirait pour nous d'éprouver cette hypothèse foucauldienne sous deux ou trois rapports :

- La validité de l'ensemble de l'hypothèse : ne peut-on pas identifier dans l'histoire passée (comme les ateliers sociaux du XIXe siècle, ou les expériences d'autogestion) et présente (comme les expériences latino-américaines) une gouvernementalité socialiste, qui ne passerait ni par la discipline ni par le marché concurrentiel, mais par l'autogouvernement des hommes (mais l'autogouvernement est-il encore une forme de gouvernementalité?) ? La tradition socialiste ne peut pas être négligée comme semble le faire Foucault, mais renfermerait des potentialités politiques que le marxisme officiel a longtemps occultées. Il n'est d'ailleurs pas interdit de s'interroger sur les motivations et le sens de cette occultation par Foucault.
- Si l'on admet que la gouvernementalité socialiste est hétéronome, encore faut-il examiner de près les formes concrètes qu'elle a prises : que ce soit dans l'espace communiste, ou dans les expériences récentes de « Troisième Voie » en Grande-Bretagne. Foucault encourageait lui-même l'étude du pouvoir dans ses mailles, tel qu'il se déploie au quotidien et non pas à la surface des discours officiels. Les terrains du « socialisme réel » donnent à voir des pratiques de gouvernement employant les mêmes techniques managériales que les régimes capitalistes occidentaux. Le recours par Lénine ou Staline aux dispositifs du taylorisme et du fordisme, ou la méthode de la mise en « concurrence socialiste » (*Sozialistische Wettbewerb*) en RDA, témoignent de proximités apparentes qui abondent dans le sens d'une inexistant « gouvernementalité socialiste » autonome.
- Au-delà de cette dénégation de gouvernementalité, Foucault estimait qu'il fallait « l'inventer ». C'est donc qu'il la croyait possible. Or la chose n'est pas en elle-même évidente, et mérite d'être discutée. Car n'y a-t-il pas contradiction entre *gouvernementalité* et *socialisme*, si ce dernier implique à la fois 1) l'extinction de la politique elle-même, des rapports de domination dans l'émancipation et la démocratie vraiment réalisée ; 2) une organisation qui ne peut surgir que du « mouvement réel de l'histoire », et non pas de la tête de quelques intellectuels bien intentionnés ?

Toutes ces questions restent ouvertes... et la liste peut s'étendre davantage.

